

SARKO AU POTEAU, MERKEL A LA POUBELLE !

Tandis qu'au Sommet européen on s'entretenait sur un nouveau « pacte de compétitivité » baptisé « Pacte pour l'euro », la manifestation syndicale de ce jeudi 24 mars s'est montrée à la hauteur de la menace qui non seulement plane sur le monde du travail, mais aussi sur la démocratie toute entière.

Dans la continuité des récents accords interprofessionnels, le « Pacte pour l'euro » cherche à faire peser sur le monde du travail la charge de la dette publique héritée de la crise financière. Tandis que les 20.000 manifestants de la FGTB se heurtaient au dispositif de défense des institutions qui préparent leur sacrifice, les chefs de gouvernement européens discutaient du sort du Portugal en proie, comme avant elle la Grèce, aux attaques des spéculateurs. Ils s'apprêtaient à déterminer le plan de rigueur que devra subir la population portugaise en échange d'un prêt destiné à sauver leur pays de la faillite. Nulle ne sait quel sera le prochain « PIG » à passer à l'abattoir. Mais la menace est bien plus générale. Sous la houlette du couple Sarkozy-Merkel, toute l'Europe se trouve aujourd'hui sous la coupe d'un néolibéralisme à la manière allemande. Ce dernier combine la religion du marché concurrentiel avec une intervention autoritaire de l'Etat pour imposer les conditions du marché.

Avec le projet de la suppression de l'indexation automatique des salaires, l'attaque contre les conventions collectives et la pression exercée sur les sans-emplois, c'est le principe démocratique lui-même qui est remis en question. Selon le « Pacte pour l'euro », ce ne sera plus le parlement d'un pays qui approuvera son budget, mais l'Europe. Mieux : cette compétence ne reviendra pas à un parlement européen démocratiquement élu mais à la Commission européenne tout à fait disposée à jouer ce rôle de contrôleur autoritaire des États membres. Par ailleurs, cette politique conduit à la suppression des concertations collectives remplacées par une « concertation » individuelle entre l'employeur et l'employé au nom de l'idéologie de l'« individu entrepreneur » bien discipliné.

Non seulement l'Union européenne ne dispose pas d'un espace public qui puisse fonder une démocratie (la concentration des media se réfère plus à de la propagande qu'à une information démocratique), mais elle démantèle tous les espaces publics démocratiques à tous les niveaux à commencer par ceux qui ont été conquis de haute lutte au niveau national. En cette matière les Belges sont gâtés puisqu'ils sont dirigés par un gouvernement démissionnaire et donc démocratiquement illégitime qui est lui-même manipulé par une Union européenne non-démocratique.

Dans cette mesure, il n'est pas neutre de dissimuler ces enjeux cruciaux de la colère syndicale sous le prétexte de deux mètres carrés de trottoirs démolis et d'une vitre brisée. On n'a pas vu les « casseurs » dépeints par Sarkozy descendre sur Bruxelles mais quelques dizaines de travailleurs comme vous et moi, quoique peut-être plus fougueux. On n'a pas vu non plus les douze policiers blessés, mais bien deux manifestants mal en point. Quoi qu'il en soit de la « berlusconisation » des medias et de la trahison de nombre de nos élus, rien n'est encore plié. Le « Pacte pour l'euro » exige encore la ratification du Parlement européen et des parlements de tous les Etats membres. A l'instar du peu regretté « Traité de Lisbonne », cela présage d'une longue lutte ou toutes les alliances possibles devront être envisagées.